

COMMENT ON ÉCRIT L'ÉVÉNEMENT ???

Les TRANSNATIONALES de l'INFORMATION à l'heure des sites WEB

Michaël Palmer

Professeur à l'Université
de Paris III, Directeur,
Communication-Information-
Médias, EA 1484. Dernier ouvrage
paru : *Dernières nouvelles
d'Amérique : médias, pouvoirs et
langage depuis les Etats-Unis
(XVIII^e-XXI^e s.)*, éditions de
l'Amandier, 2006.

Élections et guerres, naissances et morts font partie des thématiques à couvrir pour bien des journalistes. Le « prévu » et le « prévisible » priment-ils ? La part de *l'in-attendu total* – de l'imprévu absolu –, aurait-elle diminué ? Ce n'est pas parce qu'on ne peut y répondre qu'il ne faut pas poser la question. Si « *nine-eleven* » (2001) provoqua un tel choc, ce fut – entre autres – que l'événement parut hautement improbable, in-con-ce-vable, au-delà des scénario-fiction à la Hollywood. Personne, en dehors des instigateurs des attentats – et même si on estime que les services de renseignement aux Etats-Unis disposaient auparavant des informations pertinentes – ne s'attendait à la réalisation d'une « opération » pareille. Bien plus tard, un internaute reprochera encore à l'entreprise transnationale Reuters (RTR) de qualifier celle-ci de « spectaculaire ».

La condition du journaliste de news

Ce serait méconnaître que le journaliste de *news* est sur le fil du rasoir : couvrir l'événement prévu, *pré-visible...*, couvrir l'in-attendu et, chemin faisant, en les faisant rentrer dans les normes, dans les formats du genre « info ». « Domes-

tiquer l'inattendu » – formule du présentateur iconique de la chaîne TFI, Patrick Poivre d'Arvor² – revêt plusieurs sens. Bien des thématiques appelés à devenir des « pics événementiels » sont prévus ; bien des notices nécrologiques sont préparées d'avance, actualisées le jour où la rédaction apprend le décès. A l'opposé, ou presque, les « petits pays » souvent n'ornent la « page étranger » des *mainstream media* qu'en temps de guerre et de conflit, d'élections (en démocratie), de catastrophes – que celles-ci soient naturelles ou du fait de l'homme. On impute à ce dernier (le discours écologiste à la Al. Gore et N. Hulot aidant) les origines de catastrophes attribués jadis à Dame Nature.³ Cela étant, l'abondance informationnelle, les sites en prolifération, bousculent cette vision passiviste et font croître les pressions sur ceux qui ont à opérer des choix, à hiérarchiser les urgences, pour les médias les plus en vue.

Le journaliste de *news*, lui, donne une clôture à son récit-produit, texte bref quant à son impact et à sa valeur (même s'il est recyclé en « donnée historique ») mais il sait fort bien que « l'histoire/Histoire » se poursuit. Vu de loin – d'un Mont Olympe sans « dieux », mais avec des « hérauts » couvrant des « héros » à la durée de vie factice et façonnant par ailleurs des « “hommes”/“femmes” du jour » – il n'y a pas plus de « fin » que de « début », diraient certains. Le conflit-israélo-arabe lui-même remonte-t-il à la fondation de l'Etat d'Israël (1948) ou au « renouveau » de l'identité sioniste (fin XIX^e siècle), identité qui est elle-même liée à la notion de la terre promise aux enfants d'Israël... ?

Les discours médiatiques des protagonistes des événements reflètent leur désir de l'emporter quel que soit l'objet de la compétition (économique, sportive, politique ou médiatique...). Pour les protagonistes, faire le point de la situation – les « *position papers* », les « *executive summaries* » – se situe en amont, avant toute prise de décision qui, s'ils restent maîtres du processus, aboutira à terme à des « points-presse », à des prises de photo/« *photo-opportunity* », à des conférences de presse et à des « *briefings* », des « interviews-promo » ; à leur suite, du reste, ces protagonistes ou leurs porte-parole trouvent utile de tenir des « *de-briefings* » avec les leurs pour revenir sur ce qu'ils apprennent lors de la conférence avec les journalistes (jeu de questions-réponses), afin de pouvoir agir préventivement. Et ainsi de suite...

Chaque « pic événementiel » s'inscrit dans un parcours en « dents de scie » incessant dans chaque milieu, à la fois focale et centre-source constant de *news* – le *Beltway* à Washington D.C.⁴, Wall Street à New York, les studios d'Hollywood, ou encore les grands hôtels où descendent les protagonistes itinérants de l'Actu', etc., sans oublier le marché électronique planétaire des devises et autres instruments financiers aux interactions en continu. Ainsi, l'édition papier du *Financial Times*, « Europe », du 6.II.2007, débute en « Une » avec « *Fears for pro-*

longed turmoil intensify », et poursuit avec un papier, en page « commentaire », « *the silver lining in America's subprime cloud* » – texte qui débute (je traduis) : « la tourmente (*turmoil*) des marchés financiers U.S. a fait la Une des bulletins d'info consacrés aux réunions récentes des décideurs politiques internationaux à Washington ».

Souvent, et dans certains domaines plus que d'autres, les journalistes tiennent à jouer le grain de sable qui coince la belle mécanique. Ils cultivent leurs sources, et à terme cela paie. Mais les moyens que les protagonistes mettent en œuvre pour « pré-déterminer » l'agenda de l'actualité sont autrement plus importants en général que ceux des journalistes, eux-mêmes en concurrence les uns avec les autres. En juillet 2004, lors de la convention du parti démocrate à Boston qui désigna John Kerry comme candidat face au républicain George Bush, plusieurs journalistes rappelaient à la fois la fonction vitrine /«*show-case*» de la convention et la réussite de la stratégie « *on-message* », le discours calibré avec l'évitement des voix discordantes. La (première) administration G.W. Bush (2000-4) serait passée maître dans l'art de faire passer son message. Dans l'un de ses tous derniers discours – prononcé au siège de RTR, à Londres (mai 2007) –, le premier ministre britannique T. Blair, signala le temps passé au quotidien à avoir à « s'occuper » des médias.

Le journaliste d'agence se sait sur le fil du rasoir. Il travaille pour une entreprise qui veut répondre aux desiderata réels ou présumés de ses clients (médias, non-médias, en-ligne ou non, multimédias ou pas...), clients-abonnés qui, à leur tour, recherchent des indicateurs des attentes de leurs publics, actionnaires, consommateurs ou propriétaires... Il lui faut continuellement exercer son « *news judgment* », un jugement qui porte autant sur la pertinence de l'information obtenue que sur la forme de l'énoncé, récit, copie « produite » et il lui faut « jouer collectif »...

Les débats autour de l'agence Reuters

Revisitons maintenant les détails et les contextes de ces traces de l'éphémère ; à l'heure de l'internet et des courriels/*e-mails*, pointons quelques débats survenus en interne ou soulevés par des internautes, abonnés à des sites en ligne, sur les prestations d'une transnationale telle que Reuters. Le produit collectif fait l'objet d'évaluations quasi-immédiates, dans les minutes et heures qui suivent. Les médias électroniques, « multinationales multi-médias, qui rapportent le monde au monde » seront ici saisis à l'aune des courriels adressés au site en ligne Reuters aux Etats-Unis. *Homo sapiens internauticus* peine parfois à séparer le réseau-vecteur-fournisseur-média du contenu, le messenger du message, aujourd'hui comme jadis.

Israël-Liban-Palestine : Barak... Sharon, 2000-2001 :

Zone d'actualité internationale des plus sensibles, le Moyen Orient donne lieu à des tensions permanentes entre les journalistes et les autorités : l'Agence France Presse (AFP) s'est vue qualifiée de « Agence France-Palestine » et RTR engrange bien des critiques venant des autorités politiques et militaires en Israël et de la diaspora juive de par le monde.

En mai 2000, Israël évacua le sud du Liban. Le contrôleur RTR de la copie diffusée aux Amériques souleva alors le point suivant : « Est-ce que nous courons le risque parfois, d'être trop proches de nos sources, d'un porte-parole, du sujet à traiter ? Se peut-il que nous avalions la pilule dorée qu'on veut nous faire prendre, voire à la dorer nous-même ? Dans le cas des grandes sociétés ou entreprises, le risque est considérable, les chargés de com. y sont passés maîtres dans l'art de masquer les mauvaises nouvelles sous du tape-à-l'œil. Il en est de même avec les déclarations officielles ou les infos politiques ou diplomatiques. Il arrive qu'un mot soit tellement chargé qu'il agace fortement l'une ou l'autre des parties en présence ».

Le contrôleur décortiqua la copie RTR, livrée le 25 mai 2000 à la clientèle des Amériques, à propos de l'évacuation du sud-Liban par Israël. Il scruta sept textes sur le sujet « *Israel-Lebanon pullback* », se demandant quand et comment employer le mot « retraite » (*retreat*) ou « retrait » (*withdrawal*). *Retreat* ne reflétait-il pas une connotation « pro-arabe », et *withdrawal*, pro-israélienne ? « Couvrir le Moyen-Orient requière une attention toute particulière à cause des puissants lobbies juifs pro-Israël et des lobbies arabes et musulmans de plus en plus vociférants ; les deux n'hésitent nullement à nous contacter. Cela ne signifie en rien que nous devons nous plier à leur volonté. Si nous le notons, c'est parce que nous sommes des journalistes objectifs. Il nous faut adhérer aux principes les plus stricts du journalisme objectif. Cette politique de notre part ne leur laisse aucune prise, et nous les envoyons dans les choux. »⁵

Et au contrôleur de peser longuement le pour et le contre de l'emploi des mots litigieux dans les divers textes. Un exemple : « Israel-lebanon pullback 2nd para : The precipitate pullback from the south Lebanon occupation zone, six weeks ahead of Ehud Barak's own deadline, engendered a sense of chaotic retreat in a State that had wanted to leave with its head held high... »⁶ Cette terminologie se justifie-t-elle ?, se demanda-t-il. « "Retraite" s'emploie généralement après que vous ayez été battu ou sous une pression hostile. Même la formule une "retraite tactique" le suggère. Ce n'est pas quelque chose de prévu depuis longtemps. Or, Barak a annoncé un éventuel retrait il y a un an, et depuis des semaines des informations circulent qui le donnent pour imminent. Dès la première annonce du reste, des scénarios circulaient qui envisa-

geaient la possibilité que cela se produise précipitamment, la nuit. Même si, en effet, cela s'est fait avec plus de précipitation qu'Israël ne le voulait, à aucun moment ses troupes ne se sont trouvées engagées dans des fusillades nourries avec les forces hezbollah qui avançaient triomphalement. Il semblerait donc que « retraite » porte davantage trace d'une interprétation subjective ("subjective spin") que le mot « retrait » ("withdrawal"). Dans ce cas précis, nous ne l'avons pas qualifié nous-mêmes de « retraite » ; nous avons dit plutôt que « le sentiment ("feeling") d'une retraite » existait en Israël. Toutefois, plusieurs des faits cités à l'appui semblent suggérer plutôt autre chose ; il aurait peut-être fallu écrire : "ce que certains ressentent comme une retraite ("a sense of retreat")," et citer davantage de vues contraires, afin de corriger le tir ; ou alors, si ce sentiment était plus répandu que ne le suggèrent les mots de notre texte, il aurait fallu ajouter quelques indices supplémentaires... »

Cet équilibre si délicat est d'autant plus difficile à trouver que périodiquement les protagonistes de l'actualité en Israël, dans les pays arabes et parmi les diasporas juive et arabe à travers le monde incriminent la couverture des agences et d'autres médias transnationaux. Cela tient parfois au signalement dans l'urgence de ce qui est « *newsworthy* » mondialement, mais qui est des plus sensible et peut faire localement objet de censure. La montée d'adrénaline lors de la couverture d'un « pic événementiel » et le sentiment de prestations professionnelles convenablement assurées ne sont pas à minimiser. Une agence félicita ainsi ses équipes en interne pour sa couverture qui tenait compte de tous les angles possibles et imaginables de la journée électorale en Israël, à l'issue de laquelle Ariel Sharon l'emporta sur Ehud Barak (février 2001) ; ce fut « un bombardement absolu », grâce aux angles multiples de la copie. Bombardement de la concurrence, bombardement des clients, au moment même – triste jeu de mots – où les sites des forces adverses se guerroyaient... *Satisfecit* professionnel sur une couverture qui assurément aurait pu heurter les protagonistes de l'événement.

Par la suite, en 2001-2002, Reuters en Israël, AFP à Paris, se trouvèrent prises à partie par des représentants de la communauté juive. Même employés entre guillemets et en citant les sources qui les convoquent, les termes « terroriste », « combattant de la liberté », « guérilla », « tueur-kamikaze » (cet emprunt au japonais...) posent continuellement problème. Un responsable AFP nous le confirme (2004) : le terme « terroriste » recouvre des pratiques et des contextes tellement différents, en Espagne, aux Etats-Unis, au Moyen-Orient, au Pakistan... Or, nommer ce qui fait l'Actu' d'une géopolitique en mouvance est le pain quotidien de l'agencier.

Suivre les *e-mail* envoyés au site en-ligne de Reuters, de 2001 à 2007, c'est tomber périodiquement sur des internautes mécontents des qualificatifs employés pour désigner la violence en Israël, en Palestine, aux Etats-Unis et

– pour la période 2003-7, en Irak. À de nombreuses reprises, les responsables rédactionnels s'efforcent de clarifier l'emploi des termes à problèmes. Comment désigner, par exemple, la partition que bâtissaient les forces israéliennes suite à la décision d'Ariel Sharon de mieux protéger Israël – la rive occidentale du Jourdain – des attentats venus du côté palestinien ? Barrière ? Mur ? Barrage ? Israël fit état d'une Palissade de Sécurité (*Security Fence*), les Palestiniens la traitaient – entre autres – de « Mur ». Devant ce terme des plus sensibles, RTR conseillait, en octobre 2003, de la qualifier de « Barrière » (*Barrier*) plutôt que de « Palissade » (*Fence*), car « *Fence* » ne décrivait pas correctement la structure – dans certains endroits, celle-ci comportait un mur en béton avec des miradors, des fils barbelés, des fossés, des détecteurs électroniques...⁷

Par ailleurs, les sept personnes qui relevaient les critiques adressées sans cesse aux items ou textes RTR qui figurent dans le site en-ligne, consulté largement aux Etats-Unis (via Yahoo !), pointaient continûment des objections d'internautes à la fois à l'emploi du terme « terroriste » et à un traitement perçu comme plus favorable aux Palestiniens qu'à Israël, même s'ils signalèrent, début 2002, cette appréciation signée « Ahmed Hindi, Editor qern. org » : « nous saluons votre souci de rendre compte sans parti-pris des événements depuis le... "11.9" sous l'angle du reporter et non pas celui des participants : nous autres anglophones nous demandons parfois si cette langue nous représente encore – *whether the language itself represents us any more or not* ».

Les contrôleurs de la copie RTR signalèrent en octobre 2004 : « Dans des situations comme le Moyen-Orient ou les campagnes électorales, il nous faut faire tellement, tellement attention, parce que des millions de gens nous observent et que nous le devons à nous-mêmes. Exemples : 1) la légende d'une photo indique "Soldat israélien visant un jeune Palestinien" ; or la photo en question montre que l'angle de tir du soldat vise bien au-dessus de la tête du jeune homme ; si l'angle du caméraman est juste, eh bien notre légende est fautive ; 2) les journaux américains signalent, dans leurs éditoriaux, le nom du candidat (à la Présidence : G. Bush, J. Kerry...) qu'ils soutiennent. A nous de le dire, et d'indiquer l'orientation du journal ; si cela s'avère difficile, précisez le nom du candidat qu'il soutenait la dernière fois ; si nous précisons que le *Washington Times*, conservateur, fut fondé par le révérend "Moon", il nous faut également qualifier le *Washington Post* ou le *New York Times*... » (octobre).

Le journaliste se sait mobilisé en permanence mais il est des moments où il redoute plus que jamais l'immense effort de production qui l'attend. – telle l'élection qui devint « crise » présidentielle aux Etats-Unis, en novembre 2000, ou, le 19 mars 2003, lors de la veillée d'armes avant l'invasion d'Irak par les forces des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

Irak, actualité US et terrorisme

En 2004, le site en-ligne RTR reçut e-mail sur e-mail qui critiquait son penchant « libéral ». Le 28 juin 2004, le responsable du site identifia le passage suivant comme la phrase la moins populaire de la semaine : « Gore Says Bush Lied About Iraq to Push for War » (Gore Declare Bush Mentit à propos d'Irak pour Pousser à la Guerre). Gore, a Democrat who lost to Bush in a White House race ultimately decided by the Supreme Court despite winning the popular vote in 2000, cited the recent report by the Sept. 11 commission saying no credible evidence existed of a link between the Iraqi leader and bin Laden (« Gore, le Démocrate qui perdit devant Bush lors de la course pour la Maison Blanche décidée finalement par la Cour Suprême bien qu'il eût gagné la majorité des suffrages populaires, cita le rapport récent de la commission du 11 septembre qui dit qu'il n'existe pas de preuve crédible d'un lien entre le leader irakien et Ben Laden ». Colère des internautes : « "bien que", "majorité... populaire.", etc n'ont rien à voir. Comment osez-vous prétendre à l'impartialité, au titre de "la première entreprise d'information au monde" ? »

Le texte suivant, la même semaine, souleva presque autant de cris indignés : « The U.S. leader has been on the defensive at home for insisting against the findings of an independent commissison — that Saddam had links with al Qaeda, the militant group behind the 2001 airline attacks on the United States that killed 3,000 people and prompted the U.S. war on terrorism » (Le leader des Etats-Unis se trouve sur la défensive dans son pays car il réfute les résultats d'une commission indépendante – selon lesquelles Saddam était en rapport avec Al-Qaida, le groupe de militants à l'origine des attentats par avion sur les Etats-Unis qui ont tué 3 000 personnes et qui ont motivé la guerre de riposte contre le terrorisme.)

Colère des internautes, aux cris de "désinformation, Goebbels, Molotov..." : « la commission ne concluait aucunement que Saddam n'avait pas de liens avec al-Qaida ; elle concluait à l'absence de preuve d'un lien entre Saddam et les attentats du "11.9.". L'agence crut nécessaire d'adopter la rédaction suivante : Un rapport de la commission du "11.9." déclare qu'il ne semble pas y avoir eu de collaboration entre Irak et Al-Qaida et qu'il n'y avait pas de preuve qu'ils aient coopéré pour attaquer les Etats-Unis ».

Décembre 2006 : la couverture média de l'exécution de Saddam Hussein.

Textes, photos, infographie, images d'actualité se trouvent tour à tour l'objet de l'ire des internautes, émaillés, de temps à autre, pour des *satisfecit* des prestations réalisées dans l'urgence.⁸ Des responsables rédactionnels dissèquent le pour et le contre de telle ou telle critique, signalant au passage comment les qualificatifs

évoluent : ainsi, en septembre 2003, on trouve acceptable d'écrire « Saddam », et non « Hussein », lors de la seconde référence au dirigeant dans le même texte ; en juin 2004, on estime « qu'il n'est pas nécessaire d'écrire qu'Al-Qaida est tenue responsable des attentats du "11.9" — il existe assez de preuves matérielles (*factual evidence*), ainsi que des déclarations d'Oussama Ben Laden revendiquant cette responsabilité, pour écrire qu'Al-Qaida les réalisa ».

Discussion-polémique autrement plus intense fin décembre 2006-début 2007, suite à l'exécution de Saddam Hussein, et la couverture médiatique de celle-ci. Tout, aussi atroce soit-il, concernant un « sujet » qui se trouve être « dans l'Actu' », est-il à diffuser ? Les circonstances de la pendaison de Saddam Hussein, fin 2006, servent ici d'illustration. Le propos : « *graphic images – how far is too far* », de John Clarke, responsable RTR vidéo, se résume ainsi (II.1.2007) : 1) « Le source de l'image de l'exécution de Saddam, c'est la télévision (officielle) irakienne. Par exécution, ici, j'entends l'image montrant Saddam devant la potence avant de passer à la trappe. Tous les jours, nous traitons des centaines de sujets, de la guerre au showbiz ; l'expérience acquise crée une forme de compréhension institutionnalisée ». (D'autres, les sociologues des médias peut-être, parleraient de la routinisation des pratiques).

2) « Après l'image de l'exécution, survinrent la vidéo et l'audio où l'on conspuait Saddam, et l'image de son cadavre à même le sol. L'enregistrement sonore des cris, le chahut, était plus important que la vidéo, il aiguïsait le débat mondial à propos de l'exécution ; nous diffusons la piste sonore où il est chahuté, mais non pas le moment où il passe à la trappe ; nous montrions les séquences, filmées plus tard, de son cadavre à même le sol ».

3) « Je dois reconnaître que j'étais partagé : je croyais qu'il fallait tout diffuser : en effet, voici la justice irakienne à l'œuvre, aboutissement d'un procès longuement couvert par les médias, suite d'une guerre et d'une occupation si controversée. On décida de ne pas diffuser ces images ; peu de chaînes de télévisions, nos clients, les auraient montrés in extenso, et le seul fait de montrer le cadavre suffisait s'il le fallait (et il le fallait, pour le peuple irakien) pour montrer qu'il était bel et bien mort ».

Et du reste, ajouta Clark, celui qui voulait le voir a tout prix le trouvait sur Internet, sur ce que l'anglais appelle les « *social networking sites* ». En effet, la formule est connue ; tout est accessible sur Internet ; je me souviens avoir visionné devant l'ordinateur d'un laboratoire d'Ecole doctorale l'enregistrement de la décapitation de l'otage américain, Nick Berg... John Clark de RTR présenta les choses différemment : « ce sont les chaînes de télévision qui décident ce qu'il convient de montrer ; il arrive qu'elles veuillent voir tout ce qu'on a, pour vérifier, pour choisir elles-mêmes ». Montrer les décapitations d'Iraqis en 2005, lui

parut autrement plus délicat : « il nous arrive de couper – *edit* – le matériel le plus horrible car nous savons qu’aucune chaîne ne voudrait le diffuser. Le contexte joue : il est des conflits où il est rare d’avoir des images des blessés et des morts civils (Ière guerre d’Irak, 1990-1) par exemple. Nous nous sentions obligés de les diffuser quand on en avait. Par ailleurs, le positionnement de RTR vidéo évolua elle-même ; si elle transmet les images aux chaînes de télévisions qui assument elle-mêmes, in fine, « *the final cut* », RTR, comme d’autres agences vidéo, multiplie la diffusion directe auprès des téléspectateurs-consommateurs abonnés en-ligne, car « *consumer-facing* » ; « s’il nous arrive de ne pas diffuser les images les plus atroces, il nous faut avoir confiance dans l’usager et ne pas tronquer les séquences vidéo – à lui de juger. »

Ce texte suscita 35 réponses. Leur teneur générale : « tout voir, cela ne peut qu’aider à comprendre » ; « une image vaut 100 mots, etc. ». La diversité des réactions était ailleurs ; les remarques portaient aussi bien sur... la crainte de l’effet de ces images sur les enfants,... la dimension historique du débat sur l’impact de la monstration des images – l’impact sur les photos de la guerre civile américaine, par exemple –, sur la célèbre photo de Robert Capa captant l’instant où fut abattu un combattant de la guerre civile espagnole, etc. –, sur la pudibonderie états-unienne (l’affaire survenue lorsque la télévision US montra, lors d’une cérémonie hollywoodienne, une chanteuse (Janet Jackson), dont le sein se dévoila et... l’attitude favorable /défavorable à l’égard de la présence états-unienne en Irak. Il arriva aussi que des internautes critiquent RTR en particulier et les médias en général ; la couverture RTR serait pro-terroriste ; « si jamais je vois un papier positif au sujet d’Irak, elle est rapidement suivie d’un papier sur les morts et les dégâts ». Et au responsable RTR vidéo de répondre : RTR, ce n’est pas « tous les médias », avec en filigrane le constat – « on est pas CNN, chaîne certes qui utilise notre matériau, et on n’est pas tous les portails et sites web qui en font de même. »

Epilogue, si l’on veut : début septembre 2007, CNN annonça qu’elle ne renouvelait pas son abonnement à RTR, affirmant qu’elle comptait développer davantage son propre réseau d’informateurs ; le 7.9.07, RTR obtint en premier (grâce, semble-t-il, à un observateur amateur qui traquait ou veillait sur ce qui figure, ou est annoncé, sur la Toile) une vidéo de Ben Laden ; RTR en eut l’exclusivité quelques heures et CNN, ainsi qu’al Jazeera, chaîne habituellement privilégiée pour la diffusion des vidéos Ben Laden, durent utiliser le matériau RTR⁹. Le développement des blogs – avec ou sans modérateur, sur internet ou sur l’intranet des médias, avive les échanges entre professionnels et usagers. En février 2007 le rédacteur en chef, infos. politiques et générales de RTR, Paul Holmes invita à un débat sur l’emploi du mot « militant » et son successeur, Sean

Maguire fit de même a propos du terme « *democracy* », en juillet 2007. Les questions posées par les termes « terrorisme » et « terroriste » reviennent constamment sous les plumes des responsables rédactionnels et des internautes-abonnés. Les responsables rappellent : « la neutralité » est le clef de voûte de notre marque ». Soit. Mais Holmes souleva un débat (huit réponses en interne) à propos du terme « militant » : « sur le plan technique, il ne pose pas de problème – mais l’emploi si fréquent du terme rend-il service à nos lecteurs ? Exemples – nous qualifions régulièrement les membres du Hamas de “militants” ; aux Philippines, le groupe Abou Syyaf doit-il être qualifié de “militants” ou de “bandits” ? Discutons ensemble du propos de Tim Cunnigham d’al Jazeera English (en anglais) : la chaîne ne qualifie tel ou tel groupe de “militant” que lorsqu’il se qualifie lui-même ainsi ».

Maguire (nommé en juillet 2007) revint sur le débat « terrorisme=terroriste » pour rappeler qu’en effet, le manuel de style RTR déconseille fortement l’emploi de tout terme émotif : l’exactitude et la neutralité devaient prévaloir dans la rédaction de papiers à propos de la violence politique – terroriste, etc – et, en fait, de toute activité politique : « la démocratie revêt elle-même diverses formes ; le terme est interprété de diverses manières. Tel Etat qui se déclare une démocratie a une pratique ou comportement électoral que bien des observateurs étrangers considèrent injuste et biaisée ; du reste, la démocratie se limite-t-elle à un système de suffrage universel ou comporte-t-elle également des obligations et du respects des droits de l’homme ? Nous autres, nous nous devons d’être neutres et exacts. C’est aux lecteurs de décider s’ils préfèrent la politique à la cubaine ou à la canadienne, le modèle sociale de la Suède à celui des Etats-Unis, la politique économique de la Chine à celle du Chile (24.7.07).

En somme, les médias transnationaux d’information les plus expérimentés recherchent comment nommer le monde, comment trouver le vocabulaire – normé certes – le plus en phase avec ce qui passe pour le moins incorrect des termes, à un moment, dans un contexte donné, en sachant qu’il n’y a pas de consensus en la matière. Ces responsables rédactionnels veillent – et c’est chose ardue – pour que la même « politique de nomination », pour ainsi dire, soit appliquée par tous les journalistes – maison, sis à travers la planète, en même temps.

L’AFP face au « terrorisme »

Citons à cet égard, pour clore, cette recommandation sur le site intranet d’AFP, en juin 2007 à propos du « terrorisme » et de « terroriste » :

« *Les organisations* :

L’AFP n’a pas à qualifier elle-même de « terroristes » des mouvements et orga-

nisations, guérillas ou groupes armés. Cela même si ces mouvements ont eu recours ou ont recours à des actes terroristes. En parlant du Hamas, de l'ETA ou des Tigres de libération de l'Eelam tamoul, nous ne pouvons donc pas utiliser sans sources la formule « organisation terroriste ». En revanche, si une organisation est considérée par les Etats-Unis, l'Union européenne ou l'Onu comme terroriste, par exemple le Hamas et l'Eta, (c'est-à dire si elle figure sur une liste établie par Washington, l'UE...) nous devons le mentionner dans la copie en background.

Les personnes :

Nous ne devons pas parler de « terroriste » (hors guillemets) pour quelqu'un qui a posé une bombe dans un immeuble, s'est fait sauter avec une ceinture d'explosifs ou a détourné un avions/bus... Il est préférable d'être à la fois neutres et plus précis, et parler de poseur de bombe, auteur d'un attentat suicide, kamikaze, preneur d'otages, auteur d'un détournement.

Les attentats :

L'AFP peut qualifier de « terroriste » un attentat qui a frappé des populations sans défense (attentats dans le métro de Londres, à Madrid ou Ankara), mais ce qualificatif n'a pas une grande valeur informative. C'est pourquoi nous préférons des formules plus précises comme « attentat le plus meurtrier », « le spectaculaire attentat ».

Voici la définition donnée par le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan en 2005 : « tout acte (...) commis dans l'intention de causer la mort ou des blessures graves à des civils ou à des non combattants, dans le dessein d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire ».

– Ben Laden et Al-Qaida : nous avons parfois parlé dans le passé de « *terrorist network* » pour al-Qaida et de « *terrorist mastermind* » pour Ben Laden.

Nous pouvons continuer par facilité de langage à utiliser ces deux expressions, mais il est préférable de l'éviter. Nous partageons l'opinion exprimée dans le Editorial Guideline de la BBC : « *the word "terrorist" itself can be a barrier rather than an aid to understanding. We should try to avoid the term without attribution* ». Le manuel de style AFP (2004) rappelle, sur trois pages la teneur d'une note rédactionnelle élaborée par la rédaction en chef pour la région Proche-Orient avec le bureau de Jérusalem, le 22.10.2002, sur la couverture du conflit israélo-palestinien. La recherche d'équilibre et de sobriété est rappelée, sans qu'il soit « question de supprimer les éléments de couleur, au contraire ». Parmi les précisions fournies :

« Que ce soit en anglais ou en français, l'info est qu'un nombre X de personnes ont été tuées par un kamikaze qui s'est fait sauter, et non pas qu'un Palesti-

nien s'est tué en actionnant sa bombe, ce qui a résulté dans la mort de X personnes. En français cela donne donc : "Cinq personnes ont été tuées lorsqu'un Palestinien a actionné la charge qu'il portait sur lui" et en anglais "*Five people were killed when a suicide bomber blew himself up on a bus*". »

Quant aux termes des plus sensibles : « le terme *colon* : nous devons utiliser ce terme ; il n'y en a pas d'autres qui soit satisfaisant, tant en français qu'en anglais. Le terme de colon peut ainsi être utilisé pour les adultes lors d'une attaque palestinienne contre une colonie » (mais non pas "bébé colon" ; « être colon est un choix délibéré qu'un enfant ne peut, à l'évidence, pas faire »)... une colonie est une colonie et il faut à ce sujet rappeler dans la copie qu'aux yeux de la communauté internationale, toutes les implantations permanentes installées dans les territoires occupés, en Cisjordanie et à Gaza, sont illégales. On peut aussi employer le terme « implantations », synonyme pour éviter les répétitions... Pour les quartiers juifs construits à Jérusalem-est (mieux vaut) parler de « quartiers de colonisation ».

S'agissant du terme "*terrorisme*" et quelles que soient les motivations politiques de l'un ou de l'autre camp, l'utiliser dans la copie pour qualifier les attentats et attaques perpétrées par les Palestiniens sans jamais l'utiliser pour les opérations militaires ou de liquidation menées par l'autre camp israélien pourrait susciter des interrogations quant à la neutralité ou l'impartialité de l'Agence. Le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat a lui-même utilisé le qualificatif de "terroriste" pour les attentats et attaques menées contre les populations civiles à l'intérieur d'Israël. Il reste qu'il est préférable de n'utiliser ce terme qu'avec la plus grande prudence, en veillant dans la mesure du possible à la mettre dans une citation attribuée à un responsable... »

Le terme "*extrémiste*" : l'AFP peut utiliser ce terme d'extrémiste pour les militants déclarés des organisations radicales telles que le Hamas et les brigades al-Aqsa (qui figurent du reste sur des listes d'organisations terroristes de l'Union européenne et des Etats-Unis). Nous ne prenons pas grand risque en disant que se faire sauter à bord d'un bus ou faire exploser une bombe relève d'une méthode extrémiste. C'est un fait, pas un jugement de valeur ».

"*Assassinat*" : à proscrire, dans la grande majorité des situations. A n'utiliser que « dans le cas où il s'agit d'un meurtre avec préméditation avéré, incontestable et reconnu comme tel par les autorités ou l'armée israélienne. » Autrement..., « lorsqu'il s'agit d'une opération ciblée d'élimination, utilisez "éliminer" avec, dans la copie, au moins un paragraphe pour établir le fait que l'armée israélienne a déclenché une opération ciblée concernant une personne déterminée. En anglais, le terme utilisable pour "assassiné" reste "*killed*".

Dans les bilans, la logique exige que les kamikaze morts soient pris en compte ».¹⁰

L'AFP, rappelons-le, s'est trouvée qualifiée d'Agence France-Palestine par certains milieux israéliens. Yves Saint-Jacob, le directeur de la communication de l'agence se rendit, avec d'autres responsables AFP, à une conférence de presse à Paris d'une association de journalistes juifs et de l'Observatoire du monde juif, en avril 2002 à propos d'un texte : « Les médias français sont-ils objectifs ? » : l'ambiance fut qualifiée de « fraîche ».¹¹

Sur le terrain, les difficultés de travail et les dangers réels des journalistes à Ramallah, et dans la bande de Gaza, sont leur lot quotidien. Bref, la formule 'sur le fil du rasoir' serait en dessous de la complexité des dangers. Lorsque le journaliste se trouve sur les lieux même de l'événement, au moment même où celui-ci se produit, les autorités le soupçonnent d'intelligence avec les protagonistes ; ainsi un journaliste en Irak est encore emprisonné en 2007 par les forces américaines car il se trouva sur les lieux lors d'un attentat, qu'il photographia, en avril 2006. Un autre, se rendant sur le lieu d'un attentat à Bagdad, début 2007, fut abattu : il était photographe RTR ; son confrère d'AFP en informa la planète.

notes

1. Le 11 septembre...

2. P. Poivre d'Arvor, « Ma vie avec les médias », *Médias*, n° 6, sept. 2005, p. 11.

3. Le 2.8.2004 les chaînes françaises et internationales font la Une avec un incendie d'un supermarché à Asunción, au Paraguay ; force est de constater que cela tient plus au nombre élevé de morts (plus de 300) et du comportement d'un responsable qui aurait fait cadenasser les portes du magasin qu'à cause d'un suivi régulier des affaires du Paraguay. On s'attend presque que, suite à cette catastrophe, les médias occidentaux saisissent l'occasion pour traiter plus longuement – mais ponctuellement – du Paraguay... pays situé – n'est-ce pas ? – entre le Brésil, la Bolivie et l'Argentine. Des titres de la presse dite de qualité le firent... un peu, plus que les télévisions assurément.

4. « Beltway », métaphore courante pour décrire l'espace géographique à l'intérieur duquel gravitent les acteurs de la vie politique, économique, diplomatique, médiatique... de la capitale fédérale.

5. Point sensible depuis longtemps. En 1982, le quatrième paragraphe d'un texte paru dans le *Times* de Londres, daté 26.2.1982, et intitulé « *Israeli accuses Western media of distortion* » (p. 8), débute ainsi : « *the (sic) number of newspapers, broadcasting companies and news agencies, including the BBC, Reuters, The New York Times and the Washington Post have been accused of deliberately suppressing news about intimidation of their correspondents in Lebanon by Palestinians or Syrians.* »

6. Hasardons une traduction, faute de retrouver une version française RTR de ces lignes : « Le retrait précipité depuis la zone occupée du Liban-Sud, six semaines avant la date annoncée par Ehud Barak, suscita, dans un Israël qui voulait partir la tête haute, le sentiment d'une retraite chaotique ».

7. « Pour les Israéliens, il s'agit d'une "clôture de sécurité". Pour les Palestiniens d'un "mur" au tracé injuste ». *Le Monde, Dossiers et documents*, juin-juillet 2004.
8. En mai 2007, le pape Benoît XVI effectue une visite aux fidèles au Brésil. La légende d'une photo RTR en la circonstance suscita critique et auto-critique chez RTR : la légende évoque la tenue – « *oufits* » – qu'allait porter le Pape en assistant (« *attending* » une messe ; il fallait écrire « *vêtements* (de messe) (« *vestments* », « *mass vestments*) et que le Pape « célèbre », « préside à » ou encore « dit »... la messe.
9. « At CNN, No Reuters or Bin Laden », *nytimes.com*, 10.9.2007 ; RTR daily briefing, 11.9.2007.
10. AFP, *L'agencier : le manuel, 2004*, pp.109-11.
11. J. Dray, D. Sieffert, *La guerre israélienne d'information*, la Découverte, 2002 ; entretien avec Y. S. Jacob, 2004.